

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓŁROCZNIENIE..... 16 fr.
 ROCZNIENIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIENIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La Campagne allemande contre la Pologne

Il y a de cela un an, le 25 mars 1919, M. Roman Dmowski, délégué de Pologne à la Conférence de la paix, assistait à une séance de l'Union des Grandes Nations Françaises :

« Si le bolchevisme est victorieux, s'il réussit à plonger l'anarchie l'Europe centrale et orientale, l'Allemagne se présentera devant le monde civilisé, et elle dira : « Seuls, nous pouvons sauver l'Europe. Seuls, nous sommes un rempart contre l'anarchie. » Elle offrira au monde d'être le gendarme de l'Europe, et ainsi elle atteindra son objectif, celui du Mitteleuropa. »

Ce qu'annonçait l'an dernier M. Dmowski, n'est-ce pas ce que nous avons aujourd'hui sous les yeux ? L'Allemagne fait des efforts inimaginables pour enlever à la Pologne, actuellement le seul adversaire sérieux des Bolcheviks, les sympathies et la confiance dont elle jouit dans l'Europe occidentale. Depuis la ratification définitive du traité de Versailles, une vaste action s'est développée contre l'Etat polonais et son armée. La Pologne, paraît-il, est incapable de subsister. Elle va étouffer sous le poids effroyable de ses dettes (un journal a lancé dernièrement un chiffre fantastique autant que fantaisiste). Elle est la proie du désordre et de la gabegie. Elle est ravagée d'épidémies. Son armée est plus bolcheviste que les troupes rouges qu'elle combat. Ses chefs sont incapables. Etc.

On trouve des variations sur ces thèmes un peu partout, et jusqu'en France (sans parler, bien entendu, de la presse socialiste). Et ces variations — notons ce point — ont coïncidé avec de terribles menaces d'offensive bolcheviste prochaine contre la Pologne, menaces qui se sont répercutées d'agence en agence à travers le monde.

D'une part, on grossit la puissance des Bolcheviks. D'autre part, on réduit celle de la Pologne. Les deux manœuvres sont conjuguées et tendent au même but, donner l'impression que la Pologne n'a pas les moyens de réaliser ce que l'on attend d'elle.

Après quelques semaines de cette campagne, l'Allemagne s'est présentée à l'Europe. Le ministre Erzberger prononce à Stuttgart un grand discours politique où il déclare tout net que, la Pologne n'étant pas à la hauteur de sa tâche en face du bolchevisme, c'est à l'Allemagne de prendre sa place. Les journaux les plus chauvins de Berlin offrent une collaboration de l'Allemagne avec les Alliés. Ludendorff lui-même, paraît-il, consentirait à se mettre sous les ordres du maréchal Foch pour une expédition contre les Bolcheviks.

En faisant cette proposition cynique, l'Allemagne escompte trois avantages principaux. Le premier serait de se faire payer ses services, c'est-à-dire d'obtenir une révision du traité de Versailles. Le second serait de rentrer en con-

tact direct avec la Russie, dont elle est maintenant tout à fait séparée grâce à l'occupation de la Prusse occidentale par les Polonais. Le troisième serait d'arrêter le développement de l'Etat polonais. Un instant de réflexion sur ces trois points suffit pour comprendre l'incalculable gravité des conséquences qui surgiraient si les offres de l'Allemagne étaient acceptées.

Pour monstrueuse qu'elle soit, l'idée a cependant séduit certains esprits, non pas en France, mais en Angleterre. On a lu en Pologne avec une stupéfaction profonde un récent article d'un journal de Londres, *The Observer*, qui proposait sérieusement une collaboration avec l'Allemagne, en insinuant que la Pologne en devrait faire les frais par l'abandon de toute prétention sur la Haute-Silésie.

Retenons ce détail. Il éclaire toute la combinaison. Au lendemain de l'armistice, le fameux général Hoffmann proposait le concours de l'Allemagne dans la lutte contre le bolchevisme. Le chantage au bolchevisme était alors essentiellement ce qu'il est resté : un moyen de faire obstacle à la constitution de l'Etat polonais. L'Allemagne assiste aujourd'hui avec rage à la désannexion progressive de la Prusse occidentale par les Polonais, conformément aux clauses du traité de paix. Elle met et elle mettra tout en œuvre pour empêcher que l'édifice polonais ne s'achève. Qu'elle défende ses intérêts, cela est naturel. Que Moscou l'y aide, on le comprend. Mais ce dont on est pour le moins surpris, c'est qu'il se trouve, dans les pays alliés, certains milieux qui prétent ostensiblement la main à de telles manœuvres.

HENRI GRAPPIN.

La Frontière de la Dvina

Le 22 décembre dernier, le gouvernement des Soviets a fait à la Pologne une première proposition de paix.

Avant que la Pologne ait pu répondre, M. Clemenceau prononçait à la Chambre son fameux discours (23 décembre) où il disait que la Pologne et la Roumanie constitueraient en face du bolchevisme « un réseau serré de fils barbelés ».

La presse polonaise ne fut informée que quelques jours plus tard, des propositions bolchevistes.

« Le document original du gouvernement bolchevik, écrivait le *Czas* du 2 janvier, se trouve depuis une semaine au ministère des Affaires étrangères de Varsovie. La réponse aux Bolcheviks ne sera faite qu'après le retour du ministre des affaires étrangères, M. Patek. On peut cependant dire presque avec certitude, que cette réponse sera négative. »

La plupart des journaux polonais reconnaissent alors que la guerre contre le bolchevisme « est une nécessité historique » que la Pologne ne peut éluder ; mais cette guerre ne peut être faite sans l'appui économique de l'Occident.

Comme preuve de sa volonté de soutenir énergiquement la guerre s'il y a lieu, la Pologne alors occupa les territoires de Podolie et de Volhynie abandonnés par Denikine, sous la pression bolcheviste (31 décembre), et en coopération avec les troupes lettonnes, elle marcha sur Dvinsk.

Le 3 janvier, le général Rydz-Smigly, commandant les troupes polono-lettonnes, s'empare de la grande ville de Dvinsk (Dunabourg), assise sur la Dvina, au nord de ce fleuve, large de trois à quatre cents mètres.

L'occupation de Dvinsk élargit et consolide les communications entre les deux armées polonaise et lettonne. Elle couvre le territoire lithuanien et met fin aux velléités que pourraient avoir certains aventuriers de Samogitie de donner la main aux bolchevistes.

Poursuivant leurs succès, les troupes polono-lettonnes se sont avancées dans la direction de Pskof, le long de la grande voie de Pétrograde. Elles ont pénétré plus avant dans la province de Vitebsk et atteint Rzezyca le 15, Lucyn le 18.

La partie de la province de Vitebsk où se trouvent les trois districts de Dvinsk, de Rzezyca et de Lucyn, porte le nom de *Livonie polonaise*. C'est une région où la population catholique, polonaise et lettonne, l'emporte sur la population orthodoxe, blanc-ruthène et moscovite.

L'intérêt que présente l'occupation de ces districts par les troupes polono-lettonnes est donc évident ; c'est un intérêt ethnographique, historique, géographique et politique. Il est heureux que cette occupation ait été faite avant que ne fût formulée la proposition de M. Lloyd George d'entrer en relations commerciales avec les prétendues « coopératives russes » ; avant aussi que les bolcheviks n'aient renouvelé, le 29 janvier, en la précisant et en la rendant moins arrogante, leur proposition de paix lancée à la Pologne le 22 décembre.

**

L'armistice que proposent Lenine, Trotsky et Tchitcherine respectera le front actuel, et ce front servira de démarcation provisoire de la frontière.

Les trois districts de la province de Vitebsk que cette frontière détache de la Russie, reviendront-ils à la Pologne ou à la Lettonie ? L'avenir le dira. Mais la justice exige qu'ils ne restent pas à la Russie.

Les statistiques russes de 1909 évaluent à 27 % seulement la proportion des orthodoxes dans le district de Dvinsk ; à 29 dans le district de Rzezyca ; à 17 dans celui de Lucyn.

Ces trois districts voisins de la Livonie, et que les Lettons appellent *Latgale* (Livonie polonaise), possèdent un fond de population lettonne, parce qu'ils firent partie intégrante de la Livonie au Moyen Age et dans les temps modernes.

Soumise à l'influence de l'Ordre allemand des Porte-Glaives, la Livonie devint chrétienne, bien avant la Lithuanie. Elle passa au luthéranisme, en même temps que ses évêques allemands, au XVI^e siècle.

C'est à cette époque que Sigismond-Auguste (1562) réunit la Livonie à la Pologne. La domination polonaise dura peu et ne fut guère sensible au point de vue religieux.

Mais après le traité d'Oliva (1661), la Livonie proprement dite ayant été cédée aux Suédois, la Livonie *Latgale* ou Livonie polonaise demeura définitivement à la Pologne. Elle lui fut arrachée en 1772 par la Russie qui en forma les trois districts de Dvinsk, Rzezyca et Lucyn, rattachés au gouvernement de Vitebsk.

Pendant les deux siècles que la Pologne régna en Livonie polonaise, son influence se fit sentir sur les populations. La noblesse du pays, composée de nobles d'origine allemande, se polonisa. Elle fournit des noms connus dans les fastes polonais : Plater, Romer, Zyberg, Korf, Weyssenhoff, Tyzenhaus, etc. La belle héroïne de 1831, Emilia Plater, appartenait à cette région.

De nombreuses familles polonaises s'implantèrent dans le pays : les Skirmuntt, les Czapski, les Chodkiewicz, les Sapieha, les Sobieski, les Oskierko, etc.

Ce pays fut ainsi catholicisé, et c'est pourquoi les statistiques russes de 1909 étaient obligées de reconnaître 53 % de catholiques dans le district de Dvinsk (et 49 % d'israélites); 64 % dans le district de Rzezyca (9 % d'israélites) et aussi 64 % dans le district de Lucyn (5 % d'israélites).

Le district de Lucyn accusait soixante-dix-sept pour cent de Lettons et de Polonais contre dix-sept pour cent d'orthodoxes, parmi lesquels beaucoup de *vieux-croyants* (staroviery). Les

orthodoxes sont partagés en Blancs-Ruthènes et en Moscovites; ceux-ci étant surtout des fonctionnaires étrangers au pays.

Dans l'ensemble de la Livonie polonaise, on compte, sur 586.000 habitants, 57 % de Lettons, dix pour cent de Polonais et 13 % d'israélites. L'élément russe (moscovite et blanc-ruthène) représente moins d'un cinquième de la population. Ces chiffres, à vrai dire, ne donnent pas une idée exacte de l'importance respective des différentes nationalités.

Les Polonais étaient jusqu'à la guerre, l'élément ethnique le plus riche et le plus cultivé, malgré l'hostilité manifeste de l'administration russe à leur égard. Il y a lieu de croire que leur nombre a été diminué au profit des Lettons, petit peuple dont les Russes pensaient n'avoir rien à craindre. C'est surtout dans la région voisine de la Dvina que les Polonais sont nombreux. Dvinsk est une ville fortement polonisée.

On en peut dire autant de Drissa et de Polotsk.

Le district de Drissa qui s'étend le long de la Dvina comptait trente et un pour cent de Polonais en 1909 (statistiques russes).

Le fleuve Dvina, dans la partie moyenne de son cours, traverse ainsi une région fortement polonisée. C'est ce qui explique qu'entre Polotsk et Dvinsk (Dunabourg), les Polonais réclament au delà de la Dvina, sur la rive droite de ce fleuve, une portion du territoire qui d'ailleurs appartenait à la République polonaise, lorsque l'impératrice Catherine le lui arracha.

GEORGES BIENAÏMÉ.

LA POLITIQUE POLONAISE MÉCONTENTE LES ANGLAIS

La situation de la Pologne en face des Bolcheviks a fait l'objet, dans ces dernières semaines, de correspondances souvent alarmantes. Plusieurs articles ont paru qui présentaient sous des couleurs peu avantageuses les conditions matérielles et morales de l'armée polonaise.

Cette action de presse, manifestement systématique, a été surtout sensible en Grande-Bretagne. Les organes qui y ont pris part ne s'inspiraient certes pas de sentiments hostiles à l'égard de la Pologne. Leur objectif était de déterminer dans l'opinion anglaise un mouvement destiné à faciliter la situation de M. Churchill et de ses partisans, qui poussaient à une intervention active contre les Bolcheviks.

Les dirigeants polonais n'avaient aucune raison de voir ce mouvement d'un mauvais œil. Ils étaient prêts, loyalement, à poursuivre les opérations de guerre, avec l'appui de la France et de l'Angleterre. Ils se contentaient des forces que la Pologne pouvait mettre en ligne. Il leur suffisait d'obtenir les garanties indispensables pour que la Pologne, à un moment donné, ne se trouvât point abandonnée à elle-même. C'était là une précaution à laquelle le Chef d'Etat, le général Pilsudski, ne pouvait évidemment renoncer sans trahir les intérêts élémentaires de son pays.

La Grande-Bretagne ne paraît pas s'en être bien rendu compte. Extrêmement préoccupée de ses intérêts propres, elle s'est quelque peu impatientée de la prudence avec laquelle la Pologne se comportait et des conditions qu'elle mettait en avant. Les milieux conservateurs anglais auraient préféré probablement que la Pologne consentît à poursuivre les hostilités sans solliciter des garanties.

Peut-être faut-il attribuer à cette déconvenue les appréciations médiocrement favorables auxquelles

la presse conservatrice de Grande-Bretagne se livre actuellement sur la personne du Chef de l'Etat polonais, en essayant de lui opposer la personne de M. Paderewski, dont on connaît le crédit dans certains milieux d'Angleterre et d'Amérique.

Le Morning Post reçoit de son correspondant varsovien des relations qui tendent à représenter M. Paderewski comme le foyer de l'ententophilisme en Pologne, ou plus exactement des sympathies anglo-saxonnes, tandis que l'entourage du Chef d'Etat représenterait les tendances contraires. Cette antithèse, croyons-nous, est parfaitement factice. Elle traduit beaucoup moins la réalité des choses en Pologne qu'un certain état d'esprit en Angleterre. S'il se trouvait qu'elle eût été suggérée à la presse d'outre-Manche par des amis trop zélés de l'ancien président du conseil de Varsovie, on peut être assuré qu'elle aura pour résultat — et pour résultat unique — d'affermir la popularité du Chef d'Etat dont toute l'ambition est d'assurer honnêtement l'indépendance de son pays dans le cadre des alliances auxquelles celui-ci ne demande qu'à rester fidèle.

LIVRES NOUVEAUX

Essai de théorie générale de la correctionnalisation des crimes, par HENRI KORAL. Imprimerie du Palais, 20, rue Geoffroy-l'Asnier.

Après avoir étudié le système belge de la correctionnalisation des crimes, et souligné ses avantages et ses inconvénients par un judicieux parallèle avec le système français, M. Henri Koral exprime son opinion personnelle. Il voudrait combler les lacunes de notre droit criminel et faire disparaître la coutume de correctionnaliser en conservant intégralement les principes sacrés de la justice par jury, œuvre de la grande Révolution. « Il faut — dit l'auteur de cette brochure — légiférer sur la correctionnalisation » et pour cela il demande des lois nouvelles et des nouvelles classifications des fractions.

LA NOUVELLE POLOGNE

Le correspondant spécial de Torun (Thorn) du *Berliner Tageblatt* relate son entrevue avec le voivode (palatin) de la Poméranie polonaise. « La Pologne — déclare le palatin — a le droit de se considérer comme un Etat où, depuis des temps reculés, règne le droit, le droit égal pour tous, même pour des habitants d'origine étrangère s'ils veulent rester en Pologne. C'est aussi l'avis de l'administration civile. » Puis la conversation roule sur les questions financières. « Nous allons former une commission de lutte contre l'usure » dit le voivode. Il espère que bientôt les rapports économiques deviendront normaux entre la Pologne et les pays nouvellement acquis, il s'attend particulièrement à un grand développement du commerce avec Gdansk, qui, politiquement aussi, ne peut que se rapprocher de la Pologne. Il affirme que l'aménagement de la Vistule et, en général, les travaux améliorant l'état économique du pays seront continués et complétés avec la dernière énergie par le gouvernement polonais. Le correspondant demande : Quelle sera la situation des minorités nationales ? — « Elle est fixée par le traité concernant les minorités. La Pologne est un Etat tout à fait libéral et démocratique. »

Enfin, on parle du bolchevisme. « Je suis persuadé, dit le palatin, que la Pologne restera libre du bolchevisme, même si l'Allemagne penche encore plus radicalement vers la gauche. Ici, dans mon palatinat, il n'y a pas la moindre base pour le bolchevisme. Et l'élément fidèle à l'Etat est ici trop fort. »

LE FRONT POLONAIS

(Une opinion allemande)

Le Dr Lederer, envoyé spécial du *Berliner Tageblatt*, décrit le front polonais antibolcheviste de la façon suivante :

La guerre contre les Soviets est le problème central de la politique polonaise. De l'issue de cette guerre dépend au plus haut degré, non seulement l'avenir politique et économique de la nouvelle république, mais encore l'ordre social de l'Europe et de l'univers entier. Depuis la défaite de Koltchak, de Youdenitch et de Denikine, l'attention générale se concentre de plus en plus sur le front polonais. Au mois de mai 1919, les troupes polonaises ont occupé Wilno; depuis, elles n'ont cessé de progresser à travers la Ruthénie Blanche et la Volhynie. Les opérations polonaises ont été menées indépendamment de celles de Denikine et de Youdenitch. Par contre, une convention militaire polono-lettonne a été conclue. L'armée lettone, opérant à l'aile gauche du front oriental, se trouve sous le commandement polonais. Bien que le chef de l'Etat polonais, le général Pilsudski, assume le commandement suprême, c'est le général Szepcycski qui dirige les opérations; il est assisté de plusieurs généraux éminents comme Rydz-Smigly (secteur de la Dvina) et Iwaszkiewicz (la Volhynie et la Podolie). C'est dans le secteur du général Iwaszkiewicz que se réorganisent les débris de l'armée ukrainienne de l'ataman Petlioura, lequel séjourne actuellement à Varsovie et y négocie la reconstruction de l'armée nationale ukrainienne et l'action militaire commune sous les auspices de la Pologne.

Le front polonais commence près du lac Peïpous, à l'ouest de Pskoff où opèrent les troupes lettones. Les positions polonaises passent ensuite à l'est de Rzezyca, traversent la Dvina entre Dvinsk (Dynabourg) et Drisse et s'approchent de la Bérézina au sud de Lepel. En Ruthénie Blanche, le front polonais longe la Bérézina à Bobruïsk et à Mozyr, traverse le grand marais du Pripet et passe par Ovrutch, Novogrod-en-Volhynie et Jitomir pour aboutir au Dniester au sud de Kamienic-en-Podolie. Dès lors, ce sont

les troupes roumaines qui gardent la Bessarabie du Dniester jusqu'à la mer Noire.

Les Polonais poursuivent, dans cette guerre, un but à la fois politique et national. Il s'agit pour eux d'assurer l'indépendance de leur pays et de libérer tous les territoires habités par les Polonais. Toutes les classes de la nation polonaise sont unanimes dans leur volonté inébranlable de poursuivre ce but sacré. La méfiance, que les Polonais ont toujours éprouvée à l'égard de la Russie a survécu l'ancien régime et s'applique également au régime des Soviets. L'opinion polonaise estime, en effet, que les bolcheviks se sont approprié, à leur façon, les tendances impérialistes des Tsars Blancs. Et comme, d'autre part, la politique de Sazonov et de Denikine n'a pas renoncé à l'idée d'une grande Russie, les Polonais ont, certes, raison de se méfier à la fois des bolcheviks et du parti adverse.

LA DIVERSION DE L'ARTICLE 228

Les vues de M. Lloyd George en ce qui concerne la livraison des Allemands coupables ne coïncident pas exactement, nous apprend-on, avec celles du gouvernement français. L'exposé que vient de faire sur ce point lord Birkenhead dans une réunion spéciale du Conseil des ambassadeurs ne permet malheureusement pas d'en douter.

Cet exposé a d'ailleurs produit une impression pénible dans les cercles politiques. Pénible parce qu'il marque entre les Alliés anglais et français des divergences vraiment inopportunes. Pénible aussi parce que l'on se rend compte des intérêts supérieurs engagés dans la question du fameux article 228.

L'opinion française et ses interprètes voient la situation avec clarté et bon sens. Les socialistes leur font injure en leur prêtant des mobiles de haine et des appétits de vengeance. Le châtimement des coupables est une affaire d'honneur pour les Alliés, disons mieux : une question de moralité internationale. Mais il est autre chose encore, il est l'application d'un article du traité de Versailles.

Les Allemands font grand bruit avec leur honneur à eux. Il y a quelque sincérité là-dedans, à coup sûr, mais il y a surtout une manœuvre. Quand ils clament aujourd'hui avec de grands airs que le plus petit fonctionnaire du « Reich » refusera de prêter la main à la livraison des criminels, il suffit de leur rappeler que les plus hauts de leurs fonctionnaires ont cependant contresigné eux-mêmes, il y a quelques mois, le mandat d'amener.

Pourquoi aujourd'hui cette révolte d'indignation et cette attitude scandalisée ? Parce que l'heure est venue d'exécuter le traité. Ne nous trompons point aux perspectives. L'Allemagne grossit démesurément l'affaire de l'article 228, elle lui donne l'apparence d'une question vitale, mais elle a beaucoup moins souci, en réalité, de son honneur outragé que de ses intérêts en débâcle. C'est aux autres articles qu'elle songe, à tout l'ensemble du traité. Ce qu'il y a derrière ses mines de fierté, c'est l'irritation profonde de voir le traité s'appliquer, ce traité dont elle a cru jusqu'au bout qu'il resterait à l'état de lettre morte.

Nos alliés polonais achèvent de prendre possession des territoires de Prusse Occidentale que le Congrès de la Paix leur a restitués. L'opération s'accomplit normalement. La presse allemande n'en a rien dit, ou presque. Elle y voit cependant une catastrophe plus terrible que la perte de l'Alsace-Lorraine. Mais elle s'est tue pour donner l'impression que l'Allemagne était disposée à exécuter loyalement ses engagements. Aujourd'hui sa fureur éclate. L'article 228 n'en est que le prétexte. La campagne actuelle de la presse allemande, observe un correspondant de Berlin, « rappelle le ton des journées de Juin ». C'est exactement cela. Il s'agissait alors de la signature du traité. Il s'agit aujourd'hui de sa mise en vigueur. Les criminels allemands sont un simple paravent.

L'opinion française le comprend très bien. Le grave incident qui vient de se produire en Haute-Silésie, où le Général Gracier, commandant les troupes françaises d'occupation, a été blessé avec d'autres officiers, achève de lui révéler le vrai sens des gesticulations auxquelles se livre l'Allemagne. Ni la France ni les autres voisins de l'Allemagne qui sont également et directement intéressés, ne se prêteront à la diversion tentée à la faveur de l'article 228. M. Lloyd George comprendra qu'il y va de tout l'édifice du traité de paix.

H. G.

LE RÔLE DE VARSOVIE

On s'aperçoit de plus en plus que les principales questions qui troublent le sommeil des diplomates, résident dans l'Est européen. L'angoissant problème russe, la délimitation des nouveaux États, les intrigues allemandes dans les pays baltes, les rivalités et les querelles de divers peuples qui s'enchevêtrent d'une façon inconnue pour l'Europe Occidentale — tout cela rend extrêmement malaisée la tâche de MM. Lloyd George, Millerand et Nitti. Aussi, l'attitude des Trois en face des problèmes de l'Est est-elle tâtonnante, hésitante et peureuse.

On les sent perplexes et mal à leur aise au moment de s'engager sur ce terrain vague, obscur et semé d'obstacles. Il est à noter cependant que du chaos oriental émergent trois États organisés : Roumanie, Pologne, Finlande. C'est surtout le facteur polonais qui, de plus en plus, s'impose à l'attention du monde et semble destiné à jouer dans l'avenir de notre continent un rôle des plus considérables, grâce, notamment, à sa position centrale, à son importance numérique, à la valeur de son armée et à la supériorité de sa civilisation.

Aussi observe-t-on autour de Varsovie un rayonnement d'action et d'influences qui se fait sentir jusqu'aux confins les plus reculés de l'Est.

A peine sortie d'une éclipse de cent quarante ans, Varsovie, déjà, devient un centre de pèlerinages politiques, un nœud important où se heurtent et se croisent les intérêts des pays

limitrophes, où s'élaborent les projets de l'avenir où se tiennent d'importantes conférences. A l'heure actuelle, outre les missions alliées, séjournent dans la capitale polonaise les délégations ukrainienne, russe, lettone, esthonienne, finlandaise et blanc-ruthénienne. Tout l'Est européen, dont la destinée oscille entre le péril moscovite et la menace allemande, se serre instinctivement autour de la Pologne en cherchant son aide et son amitié.

En même temps, les rapports que les missions politiques et militaires de l'Entente envoient des bords de la Vistule, constatent que Varsovie devient, de plus en plus, le point central d'observations et d'études en ce qui concerne l'Est européen et surtout la Russie.

Les offres de paix des Soviets à la Pologne ont accentué encore davantage le rôle important que Varsovie va jouer dans l'organisation de l'Europe Orientale. On peut dire, d'ores et déjà, que la solution du problème russe ne saurait se faire sans ou contre la Pologne, champion de tous les peuples libres entre le golfe de Finlande et la Mer Noire. Il est vrai que la Pologne n'a pas encore défini ses conditions de paix avec les Soviets, mais nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis que l'attitude du gouvernement polonais sera conforme aux principes modernes du Droit des Gens et ne pourra être qu'approuvée par la démocratie russe elle-même.

LEON BRUNE.

A DANTZIG

On mande de Dantzig : Les autorités allemandes ont tiré profit de l'ajournement de l'occupation des terrains plébiscitaires par les troupes alliées pour accentuer le système des provocations et des violences en pays des Mazures. La situation y est réellement intenable. Non contents d'ameuter les éléments pangermanistes en répandant à profusion de faux bruits sur les prétendues violences polonaises en Prusse occidentale, les autorités allemandes ont organisé le 21 janvier, à Szczytno, un « pogrom » en règle contre la population polonaise. Lors de la séance du Conseil populaire du district de Szczytno, une foule d'Allemands, armés de triques et de bâtons, ont envahi la salle pendant que, dans la rue, un détachement du « Heimatschutz », fusils chargés et baïonnettes au canon, se déployait en ordre de bataille.

Les assaillants ont assommé et grièvement blessé dix-huit membres du Conseil populaire ; ils se sont ensuite répandus à travers la ville, rouant de coups les habitants d'origine polonaise qu'ils rencontraient sur leur chemin. Le « pogrom », méthodiquement exécuté, durait de 10 h. à 17 h. ; le commissaire de police allemand, Pohlmann, dirigeait les émeutiers, dont la bestialité surpassait tout ce qu'on pouvait imaginer.

Conformément aux stipulations du traité de Versailles, la Ville de Dantzig devait être évacuée par les troupes allemandes et occupée par les forces alliées avant que l'armée polonaise ait atteint le littoral aux environs de Puck. Les Polonais se sont conformés strictement à ce plan d'action, mais les troupes alliées d'occupation n'ont pu parvenir à Dantzig dans le délai fixé.

A la suite de ce regrettable retard, le commandement polonais a décidé de surseoir à l'occupation complète du littoral afin de permettre à

la garnison allemande de Dantzig de se retirer sur le territoire allemand.

La municipalité de Dantzig multiplie ses provocations à l'égard de la Pologne. Elle a confisqué dernièrement les transports des marchandises destinées pour la Pologne sous le prétexte que tout ce qui se trouve sur le territoire de l'Etat libre ne peut être exporté. Le gouvernement polonais espère que les Alliés sauront prendre des mesures pour faire respecter l'exécution du traité. Il est temps de mettre fin aux agissements intolérables du bourgmestre Sahn, agent prussien, cité sous le n° 50 sur la liste des coupables à livrer par l'Allemagne (pillage organisé, extorsions). La situation à Dantzig sera exposée par le ministre polonais à Londres à la deuxième séance du Conseil de la Ligue des Nations.

En vue de troubler l'occupation régulière de la Prusse occidentale par les Polonais, les cheminots allemands de l'importante gare de Tezew (*Dirschau*), au sud de Dantzig, se sont mis en grève. Il semble que le mouvement n'ait pas été spontané. Il a fait l'objet de débats à la Chambre prussienne, où une série d'orateurs ont attaqué violemment les Polonais, et où le sous-secrétaire d'Etat Goehre s'est laissé aller à dire que la Pologne ignorait encore ce qu'était la foi des traités. L'irritation des Allemands, comme ces débats l'ont montré, a pour cause le contrôle sévère organisé par les autorités militaires polonaises pour empêcher le trafic des armes et des munitions à destination de la Prusse orientale et en Lithuanie. Les autorités polonaises, comprenant la signification de l'incident, ont pris une attitude énergique et menacé de congédier tous les employés allemands. Les cheminots polonais sont restés à leur poste. Le trafic normal est rétabli complètement.

Le 10 février à midi, le premier bataillon de la 1^{re} armée polonaise a atteint le littoral balte et a plongé son drapeau dans la mer. Cette

minute solennelle a été fêtée dans tout le pays. Le soir, tous les théâtres ont donné des représentations de gala au cours desquelles les hymnes nationaux de la Pologne et des pays alliés ont été exécutés. La Diète de Varsovie et les diétines régionales ont voté des sommes considérables pour la construction d'une flotte de guerre et d'une marine marchande polonaise.

M. Biesiadecki, commissaire général polonais, est arrivé à Dantzig; il a été salué à la gare par le commissaire temporaire M. Jelowiecki, ainsi que par les représentants des autorités militaires et de plusieurs corporations.

Au moment où le train spécial polonais entrait en gare, le dernier détachement allemand quittait la ville libre.

M. Biesiadecki a prononcé un discours en soulignant la communauté d'intérêts de Dantzig et de la Pologne. La presse locale publie des articles élogieux en l'honneur du général Pilsudski, chef de l'État polonais.

BULLETIN

— L'occupation polonaise de la Prusse Occidentale.

On mande de Varsovie que l'occupation polonaise des parties de la Prusse occidentale attribuées à la Pologne par le Traité de Versailles est virtuellement terminée (sauf une petite bande sur la côte). La population de ces territoires s'élève à 945.000 dont plus des deux tiers sont Polonais. Les principales villes et les ports fluviaux sur la ville sont : Torun (Thorn), Grudziadz (Gradeuz), Tczew (Dirschau), Chelmo. Ces territoires qui donnent à la Pologne un accès à la mer — d'ailleurs bien modeste et tout à fait insuffisant — formeront désormais la voïevodie de Pomorze dont M. Laszewski, ancien membre du Conseil populaire de Posen, est nommé premier voïevode (palatin).

— Alliance polono-lettonne.

Les journaux de Riga soulignent avec satisfaction l'attitude loyale de la Pologne qui a remis la ville de Dvinsk (Dynabourg) aux autorités civiles lettones. L'accord entre Varsovie et Riga est complet; les Polonais auront à leur disposition le port de Riga et les Lettons pourront rétablir la communication directe Riga-Dvinsk-Varsovie-Paris.

— Déclarations du général Henrys

Le général Henrys, retour de Paris, a fait au correspondant du *Morning Post*, qui s'est toujours montré hostile à l'arrêt des hostilités sur le front polonais, d'importantes déclarations sur l'attitude de la France à l'égard de la Pologne. Il a confirmé la nouvelle annoncée récemment, d'après laquelle le maréchal Foch devait prochainement arriver à Varsovie. La France, a déclaré le général, bien que n'étant pas en état de prêter un concours financier à la Pologne, fera néanmoins tout son possible pour soutenir la Pologne dans sa lutte contre les Bolcheviks. Elle est absolument opposée à ce que la Pologne fasse la paix avec les Soviets. D'après l'avis du général Henrys, la Pologne a plus que jamais besoin d'une forte armée, étant menacée non seulement par les Bolcheviks, mais également par les Allemands. La France se rend parfaitement compte des besoins militaires de la Pologne. Aussi le Ministère de la Guerre français a-t-il décidé de porter de cent à six cents le nombre des officiers d'état-major adjoints au général Henrys.

On remarque ici que ces informations ne concordent guère avec les déclarations faites au Palais-Bourbon. Le général Henrys commence à faire sa politique à lui.

— Déclarations du Président du Conseil.

M. Skulski, le président du Conseil polonais, a

fait à l'envoyé de la *Nouvelle Gazette de Zurich* les déclarations suivantes :

« Les offres de paix des Soviets sont-elles sincères ? L'avenir prochain le dira. Quant à nous, nous nous tenons sur nos gardes. Certes, personne en Pologne ne cherche à prolonger la guerre, ne fût-ce qu'une heure de trop. Mais la paix à laquelle nous aspirons et que, seule, nous sommes prêts à signer, doit comporter des garanties réelles, susceptibles de nous mettre à l'abri de toute agression. Tant qu'il s'agit de sauvegarder ses intérêts les plus vitaux, la nation polonaise restera ferme et ne reculera pas, au besoin, devant les plus grands sacrifices. »

Parlant ensuite de la reprise projetée des relations commerciales avec les Soviets, M. Skulski estime que, pour le moment, elles ne seront pas aussi avantageuses qu'on le pense sur le marché polonais, dont la Russie, dénuée des objets de première nécessité, absorbera toutes les ressources. En ce qui concerne les capacités d'exportation de la Russie, M. Skulski se montre circonspect. Nous savons positivement — dit-il — que ces capacités sont minimes. La production agricole russe se ressent fâcheusement du chaos révolutionnaire et administratif ainsi que de l'état déplorable des transports. Les espérances que d'aucuns fondent sur les matières premières russes sont, d'après M. Skulski, fort prématurées.

— L'ambassadeur de France en Pologne ?

Lors du départ de M. Clemenceau, nous avons reproduit ici une information de source officielle, d'ailleurs confirmée par la Presse parisienne, annonçant l'élévation de la Légation de France en Pologne à la dignité d'Ambassade, et nous avons voulu voir dans ce fait une preuve de plus des sympathies de la République française pour la jeune République polonaise. Un ambassadeur avait même été désigné : M. de Saint-Aulaire.

Mais les temps sont changés : M. de Saint-Aulaire vient d'être nommé à Madrid. Il ne nous appartient pas d'être juges de ce revirement diplomatique. Nous croyons toutefois de notre devoir d'observer qu'il sera peut-être difficile de trouver un diplomate français connaissant aussi bien la question polonaise et jouissant d'aussi grandes sympathies en Pologne que M. Pralon, ministre actuel à Varsovie... et qui vient d'être désigné au poste inattendu de Christiania.

Et pendant ce temps-là, l'Ambassade dans la capitale de la Pologne est toujours vacante...

— Les tribunaux militaires sévissent contre la corruption des fonctionnaires.

Deux employés de l'intendance militaire à Cracovie, le lieutenant Kwiecinski et l'avocat Krekowski, accusés d'avoir trafiqué avec des pneumatiques d'automobiles de guerre, ont été condamnés par le tribunal militaire de Lwow, le premier à 18 ans de travaux forcés et le second à 10 ans de la même peine. Leurs grades militaires et titres universitaires ont été annulés.

ÉCHOS

◊ Concerts de Wanda Landowska.

La célèbre pianiste et claveciniste, en ce moment en tournée en Espagne, où elle connaît de véritables triomphes, arrivera bientôt à Paris où elle participera aux grands concerts symphoniques Padeloup (28 et 29 février). Le récital de M^{me} Wanda Landowska aura lieu le 4 mars à la Salle Pleyel.

◊ Comité médical franco-polonais.

Dernièrement a eu lieu à la Faculté de Médecine la première réunion d'un Comité Médical franco-polonais dont le Professeur Letulle a pris l'initiative, afin de favoriser le rapprochement scientifique des deux pays amis et alliés. Ce Comité comprend : président, M. le doyen Roger; vice-présidents, MM. Babinski et Danysz; trésorier, Henri Godlewski; secrétaire général, Hufnagel; les professeurs Calmette, Gley, Letulle, Charles Richet, Vaquez, Widai, les docteurs Maurice Bernard, A. Bergé, Carron de La Carrière, Desfossés, Helme, Okinczyk, M. Masson, membres du Comité.

◊ Manifestation polonaise.

« Les amis de la Pologne » ont organisé, dimanche dernier 15 février, une matinée musicale dans la salle des Fêtes du Grand Palais.

On y a applaudi des œuvres des grands compositeurs polonais Szymanowski, Chopin, Fr. Godebski, Henri Wienjowski, Moniuszko, Bilinski, Niewiadomski. — Mme Maria Rutkowska, du corps de ballet de l'Opéra de Varsovie, a charmé l'auditoire par ses danses polonaises.

◊ 5^{me} Concert de « L'Œuvre Inédite ».

L'on ne peut que louer « L'Œuvre Inédite » de nous avoir fait entendre à son 5^e concert une polonaise de race dans ses œuvres. Les pièces pour piano de Mlle Louise Ostrzyńska ont été admirablement exécutées par l'auteur elle-même. Son jeu fondu et rythmé est des plus sympathiques.

Parisienne d'adoption, élève de Joseph Sliwinski, de Jean Gall, compositeur polonais, et de Péru, dernier élève français vivant de Chopin, Mlle L. Ostrzyńska a composé 3 préludes, 7 mazurkas, 1 berceuse, 1 nocturne, 3 valse, 2 polonaises et des mélodies qui la classent au premier rang des compositeurs.

Chronique financière

Nul métier n'est, certes, aussi peu enviable que celui de prophète et, lorsqu'on peut s'en passer, il est évidemment plus prudent de laisser à d'autres le soin de prévoir l'avenir, même quand il ne s'agirait que de simples prévisions de bourses. Mais le rôle du chroniqueur financier n'est-il pas surtout de supputer les chances de hausse ou de baisse ? Et ne risquerait-il pas de passer pour fastidieux ou mal renseigné s'il se bornait à commenter — que dis-je — à constater sèchement les cours sans se livrer à aucune appréciation subjective, dont s'ensuit logiquement le conseil d'achat ou de vente ?

Il nous semble qu'il est plus digne et même plus opportun de savoir prendre ses responsabilités et exprimer franchement son opinion, lorsque — et c'est notre cas — celle-ci est appuyée sur une bonne foi parfaite et étayée sur de solides renseignements, puisés à des sources sûres.

Devons-nous regretter d'avoir recommandé l'achat des actions *Camp Bird* à 40 fr. environ ? Elles en valent 70 et nous n'hésitons pas à déclarer que la hausse est loin d'avoir dit son dernier mot. Les actions *Mořaco* sur lesquelles nous avons fait entrevoir, il y a une quinzaine de jours, un mouvement de hausse, viennent de faire un bond qui les a portées à 4.500 francs. Ici la prudence s'impose cependant et les cours actuels tout en restant susceptibles de plus-value, peuvent être considérés comme suffisants, pour le moment au moins, la situation financière de la Société n'étant pas complètement assainie.

Les valeurs de pétrole continuent à retenir l'attention : la *Mexican Eagle* reprend vivement à 625, intéressante encore à ce cours-là. Toutefois, nous lui préférons la *Shell* à 705, plus élastique et relativement meilleur marché.

Parmi les valeurs diverses, les actions *Omnibus* montent à 575, entraînant à leur suite celles de *Thomson-Houston* à 1.000 francs; ce mouvement est considéré par certains comme étant d'ordre surtout spéculatif.

Les valeurs polonaises ont eu, cette semaine, un marché brillant, la conclusion probable de la paix avec la Russie offrant à notre pays des perspectives pour ainsi dire illimitées. Les *Charbonnages de Sosnowice* montent à 1.225, la *Dombrowa* à 1.250, la *Huta Bankowa* à 1.800, les *Tubes de Sosnowice* à 510, la *Czeladz* approche du cours rond de 2.000.

Dans le groupe des valeurs pétrolifères polonaises, il y a lieu de signaler la hausse sensationnelle des actions *Sylva Plana* cotées à la Bourse de Lille. Par répercussion l'action *Boryslaw* monte à 230; cette dernière valeur est destinée, aux dires des initiés, à voir de très hauts cours.

PAUL LANDOWSKI.

WALKA O BYT

Nareszcie, po długich oczekiwaniach, zjechała do Cieszyna, w dniu 21 stycznia, międzynarodowa komisja plebiscytowa dla Ks. Cieszyńskiego, Spiszu, Orawy. Jeszcze na dni kilka przed jej przybyciem, usiłowała prasa czeska, za pomocą kłamliwych wieści o rzekomej dżumie na Ślązku, odstraszyć aliantów od przyjazdu, względnie umieścić komisję gdzieś na terenie czeskim w sferze swych wpływów. Stało się inaczej. Komisja przybyła i osiadła w Cieszynie.

Znaną nam jest wypróbowana postawa śląskiej ludności, pamiętamy bohaterskie walki śląskich górników z najazdem czeskim, w styczniu r. 1919. W chwili, w której zagrażali nam Niemcy, ruskie watahy ciągnęły na Lwów, a bolszewickie wojska siały zniszczenie na wschodzie — czesi zniemacka napadli na Ślązka. Najazd czeski odparła ludność śląska przy udziale drobnych oddziałów polskiego żołnierza. I odtąd Ślązki, rozdarty linią demarkacyjną na dwoje, był widowiskiem gwałtów i prześladowań ludności polskiej, po czeskiej stronie linii demarkacyjnej.

Z przybyciem komisji międzynarodowej znika zniemawiona linia demarkacyjna i ludność śląska, w najbliższym czasie, ma swymi głosami zdecydować o losie kraju.

Wedle uchwały najwyższej komisji w Paryżu z dnia 27-go września 1919 r., plebiscyt odbędzie się na całym obszarze Ks. Cieszyńskiego. Na Górnym Ślązku tylko na pewnej przestrzeni, zgodnie z postanowieniem art. 88 traktatu wersalskiego.

Napozór wydawać się może, iż plebiscyt, ten specjalny egzamin narodowej dojrzałości, jaki ma złożyć ludność na obu Ślązkach, wprowadzono istotnie z powodu skomplikowanych stosunków narodowościowych. W rzeczywistości powodem, dla którego plebiscyt wprowadzono, są naturalne bogactwa ziem śląskich, bogate pokłady węgla kamiennego, spór o węgiel, który starano się rozstrzygnąć na naszą niekorzyść.

Bo zważmy tylko. Przy nakreślaniu naszych, państwowych granic zachodnich, wydzielono z obszaru Górnego Ślązka powiaty zachodnie Nissa, Grotków, Niemodlin i część prudnickiego o łącznej przestrzeni 2.108 km. i pozostawiono je przy państwie niemieckiem. Południową część pow. raciborskiego, o przestrzeni 324 km., przyznano Czechom, a powstała w ten sposób reszta, wynosząca 10.796 km., uznano za « sporną » i poddano plebiscytowi.

Czy na powyższej części Górnego Ślązka stosunki narodowościowe przedstawiają jakiegokolwiek wątpliwości? Wedle urzędowego, pruskiego spisu ludności z r. 1910 (wiadomo, jak rząd pruski przeprowadzał spisy ludności), na tejże przestrzeni Górnego Ślązka mówiło językiem polskim 1.258.000 mieszkanców, niemieckim 664.000, czeskim 25.000.

Mimowoli nasuwa się następująca uwaga. Skoro uznano w Paryżu, iż pow. Nissa, Grotków, Niemodlin i część prudnickiego są niemieckie (a takimi stały się w przeważnej mierze wskutek systematycznej germanizacji), skoro południowa część raciborskiego uznano za etnograficznie czeską, to dlaczego nie postąpiono analogicznie z pozostałą częścią kraju i nie przyłączono jej bezwzględnie do Polski? Pewien, poważniejszy odsetek Niemców w miastach Opolu, Gliwicach, Bytomiu, Katowicach, Mysłowicach nie mógł tu być powodem, skoro widzimy, iż w państwie czesko-słowackim pozostawiono bez skrpułów 3 1/2 miliona Niemców, w zwartej masie mieszkających.

Sprawa się wyjaśni, gdy sobie przypomnimy, iż na tej « spornej » części Ślązka Górnego, w

trójkacie, którego punktami krańcowymi są Gliwice i Bytom i leżące przy zbiegu dawnych trzech granic, Mysłowice, — trzy i pół tysięcy kopalni i fabryk wszelkiego rodzaju zatrudnia kilkaset tysięcy robotników.

A teraz rzucmy okiem na Ślązki Cieszyński. Wedle spisu z r. 1910, który był przedmiotem licznych naszych skarg i zażaleń, było Polaków 238.000, Niemców 76.000, Czechów 115.000. Jeśli pominiemy zachodnią część Księstwa, pow. frydecki, ten powiat, który, w myśl ugody czesko-polskiej z 5 listopada 1918 r., pozostawiono pod administracją czeską, — to układ stosunków narodowościowych wyrazi się w cyfrach: Polacy 223.000, Niemcy 64.000, Czesi 35.000.

Czyż wobec powyższych danych mogła istnieć wątpliwość, komu przyznać tę część kraju? Czyż można wierzyć, iż dla 35 tysięcy Czechów (gdybyż ich tylu było!) poddano plebiscytowi blisko ćwierć miliona Polaków?!

I znowu należy przypomnieć, iż w polskiej części Ks. Cieszyńskiego, w pow. frysztaeckim, w Karwinie, Dąbrowie, Porębie, Pietwaldzie, Suchej Górnej i Dolnej, Gruszowie, znajdują się kopalnie węgla kamiennego, których produkcja w r. 1913 wynosiła 5.400.000 ton, a produkcja dzienna koksów 850 wagonów!

Z powyższych zostawień wynika, iż wszędzie tam, gdzie chodziło o interesy polskie, o nasze bogactwa naturalne, każdy znikomy odsetek Niemców lub Czechów urastał do olbrzymich rozmiarów, przeradzał się w niepokonane trudności, przed którymi prawy gospodarz kraju, lud polski, ustępować musiał, a łączność swą z macierzą polską dokumentować winien za pomocą specjalnego głosowania.

A więc nie stosunki narodowościowe, ale węgiel stał się spornym i aby spór ten rozstrzygnąć, uznano za odpowiednie narzucić Polsce... plebiscyt na ziemiach śląskich.

DR. M. JAROSZ.

POLACY NA SYBERJI

II

Cała więc impreza Komisji Wojskowej na Syberji, Komisji, która ostatnio, po długich ostrych starciach, złała się z Komitetem Narodowym, była raczej ujemną niż dodatnią. Oplakany los wojska, bezcelowość prowadzonych walk i zjednanie nam w ostatku nienawiści, oto jedyne rezultaty organizacji, którą rządili najpierw Czesi, później generał Janin a do ostatniej chwili Kołczak. W jaki sposób wojsko nasze wydosłanie się z odmetu, jak zdoła powrócić do ojczyzny, kto poniesie olbrzymie koszty i długi zaciągnięte w kasach czeskiej i francuskiej!

Na Syberję wyjechał niedawno przedstawiciel polski, lecz, o ile wiadomo, znów bez dostatecznych środków działania i odpowiednich pełnomocnictw.

Delegacja Polaków na Syberji wiezie postulaty, wiezie poważne i, doniosłe dla kraju, dokumenty.

Przedewszystkiem, idzie wogóle o zorganizowanie powrotu Polaków do kraju, o zorganizowanie przewozu tych, którzy żyją jeno myślą wyjazdu. Jest to kwestja bardzo zawiła, bo obchodząca zgorą 200.000 ludzi. Łączy się z nią sprawa powrotu « kolejarzy » polskich. Kraj cierpi dotkliwie wskutek braku odpowiednio wykwalifikowanych pracowników kolejowych, jak w byłym zaborze pruskim, nie może pozbyć się Niemców, bo niema ich kim zastąpić, podczas gdy tysiące kolejarzy-Polaków obsługuje drogi żelazne syberyjskie. Rekrutują się oni zaś nie

tylko [z osiadłych na Syberji, lecz przeważnie z kolejarzy zagarniętych przez cofające się wojska rosyjskie lub uciekinierów przed falą rewolucyjną z Rosji europejskiej... Od maszynistów do mechaników, służby drogowej i urzędniczej nie brak nikogo... Zagadnienie dokonania przewozu, według tendencji, stosowanej do Polaków amerykańskich, odkładane jest... do czasu poprawienia wogóle wewnętrznych stosunków krajowych... Trzeba temu przeciwdziałać, wytłumaczyć komu należy, iż wszelka mitręga byłaby ciężkim w następstwa błędem.

Dalej, Polacy syberyjscy wiozą projekt gotowy założenia stacji radiotelegraficznej, która by ułatwiła porozumiewanie się z Polską i zaprowadzenie tymczasowej poczty... Najstraszniejszym bowiem dla Polaków syberyjskich jest brak wiadomości, brak wszelkiej z krajem komunikacji... Nawet uprzejmość waliz dyplomatycznych państw zaprzyjaźnionych, nawet telegrafy aliantów nie zdołały podotąd ułatwić bodaj najbardziej lakonicznych stosunków! Do wczoraj, komunikacja telegraficzna była skazana na łaskę i niełaskę... Do Polski szło tylko to, co w szczególniejszy sposób dogadzało danemu dyplomacie. A ponieważ, do wczoraj, dogadzało na Syberji tylko popieranie rządu Kołczaka, panów w rodzaju księcia Kudaszewa, przeto Polacy byli odcięci i są jeszcze odcięcie od ojczyzny. Lecz mają środki, przeprowadzili pertraktacje; byle rząd polski podał iniejątywie ręce, poczta i telegraf wyrosną, niby z pod ziemi.

Sprawy natury finansowej są równie doniosłe. Rząd generałów autokratyzmu bił własne ruble syberyjskie i zniewalał wszystkich do oddawania mu pieniędzy carskich za te nowe ruble. Zabierał je i Polakom, więc stąd należy się im, a więc państwu polskiemu, poważny ekwiwalent. Dalej, tenże rząd zagarnął przedsiębiorstwa polskie, towary polskie, wydając bezwartościowe pokwitowania. Idzie tu o miljardy a nie o miljony nawet. Delegacja, w tej mierze, posiada szczegółowe dane. Nakoniec, idzie o zawiązanie handlu ze wschodem, z Japonją i Chinami... Rynki japoński i chiński, w stosunku do Polski, są gotowe do przeprowadzenia jaknajdalej idących tranzakcji, jaknajwiększych ustępstw kredytowych... Pożyczka polska w Japonji dała by się przeprowadzić bardzo szybko i mieć wielkie powodzenie... Japonja i Chiny pragną odrodzenia się Polski... Egzotyczne te sympatje mają realne podstawy. Wiadomości w Japonji, w Chinach, o Polsce są daleko popularniejsze niż wiadomości w Polsce o tych dwu potężnych mocarstwach... Stosunek do Polaków w Japonji jest niesłychanie przyjazny. W Chinach, mocna kolonja polska w Szanchaju zażywa wprost wyjątkowego miru u dobrego, odznaczającego się wilką uczciwością, kupiectwa chińskiego. I nie w Szanchaju tylko...

Delegacja polska, z panem Podkomorskim na czele, wiezie tyle, tyle doświadczenia, wiedzy specjalnej, tyle planów szerokokich a opracowanych starannie, że zaiste rząd Rzeczypospolitej winien by jaknajergiczniej zapewnić jej poparcie, bo nawet kosztów, nawet wydatków ponosić nie będzie...

Z tych długich z delegatami konferencji wynieśliśmy wrażenia budzące zaufanie, wiarę w niepożyta ofiarnosc naszego narodu, w jego geniusz twórczy i w to głębokie przywiązanie do Ziemi ojczystej, które, we wszystkich świata zakątkach, troszczy się, aby sporzyć dobra polskiego, aby kraj nasz dźwignął się z gruzów wojny i wrócił do pełni sił, jako strażnica wolności, pracy i rozwoju cywilizacyjnego.

STYX.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU

GAZ ZIEMNY W POLSCE

Na jednym z ostatnich posiedzeń Sejmu poseł Szymański, w obszernym referacie, przedstawił zarys przyrodzonych bogactw gazów ziemnych na Podkarpaciu. Bardzo ciekawy ten referat świadczy, po raz niewiadomo który o tem, ile skarbów nad skarbnicami zawiera w swym łonie ziemia polska oraz ile dobytku wszelakiego może spłynąć na nas wszystkich, jeżeli nareszcie zakaszemy rękawy i zabieramy się do pracy na ojczystym zagonie. Oto wyjątek z przemówienia posła Szymańskiego.

Aby to bogactwo zaważyło na ogólnej krajowej gospodarce opalowej, trzeba, aby wszystkie miasta, w pobliżu zagłębia gazowego leżące, stacje kolejowe, zakłady przemysłowe, a przede wszystkim wszystkie kopalnie nafty były opalane gazem ziemnym, aby nie dochodziło do tego stanu rzeczy, jaki jest dziś, że przemysł naftowy musi pożerać sam siebie z powodu braku opału, gdyż, produkując ropę, używa się tej samej ropy jako opału, ażeby dalsze zapasy ropy wydobywać. Przez oddanie tym kopalniom gazu na opał zaoszczędzilibyśmy kilkadziesiąt tys. wagonów węgla rocznie, które możnaby oddać naszemu przemysłowi. Chociaż na terenie gazowym wzmógł się znacznie ruch fabryczny i w projekcie są huty szklane, fabryka papieru i t. d., to jednak konsumpcja gazu wynosi tylko 124, 1 mtr. sześć, na minutę, a więc mniejszą część produkcji.

Obecnie buduje państwo gazociąg na przesłaniu Jasło-Gorlice z rur sosnowieckich; ma on być gotowy na wiosnę. Będzie on służył do opalania okolicznych kopalni nafty, rafinerji w Libuszy i Marjampolu, a korzystać z opału mogą Biecz i Gorlice. Obecnie rząd przystępuje do budowy gazociągu Krosno-Sanok, który obsłużył-

by nie tylko okoliczne kopalnie, lecz także zakłady kąpielowe w Iwoniczu, Rymanowie, Zarczyn a przede wszystkim Sanok, który ma jedyną naszą czynną fabrykę wagonów. Dalej, na wschód, należałoby, zdaniem komisji, dla uruchomienia robót, przeprowadzić budowę, wzdłuż terenów nalcianych aż do Ustrzyk. O budowie gazociągu do Rzeszowa, Przemyśla i Lwowa, jak to proponował p. Maślanka, narazie myśleć nie można, ponieważ to kosztowałoby miliony, ponieważ nie mamy rur i nie znamy jeszcze dokładnie całej możliwej produkcji zagłębia. W kierunku zachodnim od Gorlic, przeprowadzić można gazociąg najdalej do Limanowy, gdzie jest wielka rafinerja ale myśl przeprowadzenia go aż do Krakowa musi być porzucona, bo Kraków leży w centrum zagłębia węglowego, a gaz trzeba przede wszystkim stosować tam, gdzie węgla niema.

Budowa gazociągów na terenie podkarpackim jest sprawą ważną i pilną, bo wszak, od 1908 r., gaz ziemny uchodził w powietrze bezprodukcyjnie, a im później się do niej weźmiemy tem droższe będą ceny rur. Uważamy za pożyteczne dopuścić inicjatywę i kapitał prywatny, naturalnie w stosunku zapewniającym rządowi większość. Rząd mimo swoich wysiłków, mimo że posiada tegoż inżyniera, który prowadzi budowę gazociągu Jasło-Gorlice, zdołał zaledwie zbudować do tychczas 6 km. Gdyby zainteresował się tem kapitał prywatny, sprawa poszłaby szybszym tempem. Za tem oświadczyła się komisja gazów ziemnych w Krakowie, a nawet przedstawiciel rządu i prócz tego koła fachowe.

Mówca poleca do przyjęcia wnioski komisji, z których ostatni mówi o stworzeniu udziałowego towarzystwa budowy gazociągu z dopuszczeniem kapitału prywatnego.

RZECZPOSPOLITA

Widma anarchji.

Widma anarchji nie przestają ukazywać się na widowni życia naszego. Strejki z dnia na dzień ogarniają podstawowe urządzenia miejskie, grożąc katastrofą... W Warszawie, raz poraż, strejkują lub przerywają pracę gazownia, elektrownia i wodociągi... Stolica nasza, z tygodnia na tydzień, jest pozbawiana bądź siły elektrycznej a więc części oświetlenia, tramwajów i wogóle możliwości pracy przy pomocy elektryczności, bądź ma unieruchomienie gazowni... bądź przeżywa straszne dni bez wody... W dniu 6 lutego, zastrajkowały znów wodociągi. Pracownicy postawili znów szereg żądań ekonomicznych i... politycznych. O ile pierwsze, wobec drożyzny wznoszącej, mają uzasadnienie, o tyle drugie, żądające udziału delegatów robotniczych w kierownictwie poszczególnych wydziałów, są ponawianem ciągle dążeniem do zrewolucjonizowania całego ustroju państwowego. Bieg normalny życia w Warszawie, i nie w Warszawie tylko, ulega co chwila zatrzymaniu, zahamowaniu i wywiera groźny wręcz wpływ na układ zewnętrznych stosunków.

Okręg generalny grodzieński.

Utworzono grodzieński okręg generalny. Dowództwo grodzieńskiego okręgu generalnego, obejmujące terytorjalną władzę kresów litowsko-białoruskich, rozpoczęło już swe czynności.

Dowódcą okręgu generalnego jest gen. ppor. Adam Mokrzejcki; zastępcą dowódcy-pułk. Ryszard Bitner; szefem sztabu, major szt. gen. Mieczysław Ścieżyński.

Intrygi niemieckie.

Ze wszech stron nadchodzą z Polski wiadomości o zajadłych knowaniach niemieckich, o chęci wywoływania zaburzeń i zemstach, wywieranych na Polakach, pozostających w granicach ziem prusko-niemieckich. W Gdańsku, miejscowy burmistrz-hakatyista, wraz z gronem zdeklarowanych wrógów Polski, czyni wszystko, aby stawić trudności w przewożeniu nadchodzących towarów, aby tłumić budzące się w przastarym grodzie życie polskie.

Zniesienie sejmu galicyjskiego i wydziału krajowego. Sejm galicyjski i wydział krajowy zostały zniesione. Małopolska pozbywa się w ten sposób dawnych cech prowincji austriackiej.

Poseł polski w Tokio. — Posłem polskim w Tokio został mianowany Jan hr. Żółtowski.

Komunistyczna propaganda.

Za czasopismami warszawskimi powtarzamy *in extenso* jeden z tysiąca przykładów zajęć wynikłych na tle ostrej propagandy komunistycznej, prowadzonej na rzecz zawarcia pokoju z Rosją sowiecką. Zajęcia te zasługują na tem większą uwagę, że wszystkie stronnictwa, aż do lewicy włącznie, nie wojny chcą z Rosją, lecz pokoju takiego, któryby nareszcie zabezpieczył naszą Rzeczpospolitą przed inwazją rosyjską, któryby istotnie był pokojem a nie wykrętem, nie zasadzką bolszewicką.

«Skandaliczne, wprost potworne fakty na tle teroru strajkowego godzi się jeszcze zanotować dla zwrócenia uwagi bezczynnych władz ministerjalnych.

Faktów takiego zdemoralizowania i zdziczenia dostarczył świeżo strajk robotników miejskich.

Gdy mianowicie proklamowany już był strajk, na ul. Elektoralnej; pomiędzy pl. Bankowym a ul. Solną, pękła wieczorem rura wodociągowa.

Ponieważ chodziło o wodę dla szpitala św. Ducha, w piątek rano, kilku robotników z prywatnego biura kanalizacyjnego przystąpiło do naprawy rury.

Dowiedzieli się o tem jacyś propagatorowie strajków bolszewickich i zajętych naprawą robotników przepędzili.

Teror zastosowano więc nawet w stosunku do nieszczęśliwych chorych, których chciano pozabawić wody!

Dzięki dopiero zarządzeniom straży ogniowej, która przeprowadziła węże od hydrantów ulicznych, szpital otrzymał wodę.

Podczas tegoż strajku w szpitalu Dz. Jezus, pacylarze nie opalali pawilonów, wskutek czego w salach była bardzo niska temperatura, niedopuszczalna dla chorych.

W instytucie położniczym np. nie można było dokonywać niecierpiących zwłoki operacji z powodu zimna i braku obsługi.

Objawy zupełnego zdziczenia wykazali teroryści strajkowi, wypędzając dzieci ze szkół. Dopuszczali się tego, jak up. na ul. Dworskiej, woźni ze szkół początkowych miejskich. Aby uniemożliwić odbywanie lekcji, w niektórych szkołach, strajkujący woźni, czy też ich bolszewicki opiekunowie, poodkręcali krany u wodociągów i zalali lokale wodą.

Tego rodzaju metodom walk strejkowych i faktom barbarzyńskiego teroru winien być położony kres. Reagować powinny władze państwowe i ci wszyscy obywatele, którzy nie chcą otwierać wrót wdzierającej się do Polski anarchji bolszewickiej.

NIEDOLA NASZYCH BRACI W AMERYCE

Warszawski «Robotnik» zamieszcza bardzo ciężkie oskarżenia, skierowane przeciwko odnosnym władzom polskim a dotyczące powrotu naszych braci amerykańskich do ojczyzny. Oskarżenia te, jako, niestety, bardzo mocno potwierdzone przez niezależną prasę amerykańsko-polską, zasługują na uwagę szerszego ogółu.

«Wychodźstwo polskie w Stanach Zjednoczonych, według obliczeń przybliżonych, liczy obecnie około 4 milionów głów. Z tego około 50% przypada na Galicję, 30—40% na Kongresówkę, 10—20% na zabór pruski. Jeśli dodamy emigrantów żydowskich, pochodzących z Litwy i Białorusi, otrzymamy liczbę wychodźców z ziem polskich i terenów, zajętych obecnie przez wojska polskie, około 5 milionów.

«Obecnie, po pięcioletnim odcięciu Polski od Zachodu, istnieje wśród wychodźstwa silna tendencja powrotu do «starego kraju». Powrót ten jest prawie uniemożliwiony a rząd polski, ściśle konsulatu generalny w New Jorku, nic nie uczynił, aby powrót do kraju ułatwić, odwrotnie, przez swe zarządzenia i komunikaty, wprowadził chaos, narażając emigrantów na niesłychane straty.

«Konsulat bowiem zaczął wydawać paszporty na powrót do kraju, nie zapewniając sobie uprzednio środków transportowych. Wydano już 4.000 paszportów, kiedy okazało się, że żaden z tych wychodźców nie może powrócić, ponieważ wogóle nie było możliwości dostania się do kraju.

«Prawdziwy skandal był w końcu października, kiedy około 8 tysięcy wychodźców, porzucając swe zajęcia, zjechało do New Jorku, przejadając uciulany grosz i napróżno wyczekując na paszport i unormowanie komunikacji z krajem. Dopiero w miesiącu bieżącym, jak donosiliśmy, coś niecoś zrobiono, aby nawiązać stałą

komunikację między Ameryką i Gdańskiem, a więc i Polską.

« Tow. « Skandinavian Line » dnia 7 stycznia zabrało do Gdańska 300 ludzi i ma przewozić stale po 400 ludzi miesięcznie. Projektowana jest również linja prywatna Nowaka z Buffalo, która, od połowy lutego, przewozić ma miesięcznie 1.500 osób.

« Wszystko to jednak nie zaspokoi potrzeb wychodźstwa, w ciągu roku bieżącego bowiem chcących powrócić do kraju jest około 200.000 osób. Sprawa powrotu wychodźców komplikuje się jeszcze bardziej przez to, że rząd polski nie posiada żadnego planu emigracyjnego; kiedy nasi towarzysze w Ameryce wielokrotnie interpelowali konsulat general., wytykając mu fatalne błędy i brak jakiegokolwiek planu działania, konsulat zastaniał się brakiem instrukcji z Warszawy. Do jakiego stopnia rząd centralny zapomina o swych agendach zagranicznych, niech posłuży fakt, że dotychczas rząd nie pomyślał nawet choćby o prowizorycznym, ale stałym utrzymaniu kontaktu z Ameryką, n. p. drogą utrzymywania stałego kurjera, których tak wielu ma na linii Warszawa-Paryż.

« Wprawdzie konsulat starał się kontakt ten nawiązać przez osoby prywatne. Nie zawsze się to jednak udawało, choć osoba, która się tej misji podjęła, otrzymywała papiery dyplomatyczne, co niesłychanie ułatwia podróż. Bardzo dowcipnie postąpił n. p. delegat stol. m. Warszawy, który propozycję konsulatu przewiezienia do kraju poczyt przyjął, papiery dyplomatyczne zabrał, ale pocztę zostawił w New Jorku, nawet nie zawiadamiając konsulatu. »

SPRAWOZDANIA Z "GWIAZDKI"

P. Antoni Szawklis nadsyła nam następujące sprawozdanie rachunkowe z urzędzonego, w dniu 4 stycznia, obchodu gwiazdkowego dla dziatwy polskiej, staraniem Sokoła paryskiego a w szczególności niestrudzonego jego prezesa, p. Szawklisa.

Dochody w gotówce były następujące: pani Barbaskier z Lyonu 40 fr.; dr. Babinski 20 fr.; pani Barret-Spalikowska 20 fr.; pan Ciechowski 5 fr.; pan Cieszkowski 5 fr.; pan Dramiński 50 fr.; pan Drzewiecki 20 fr.; panna Erlich 5 fr.; pan dr. Gierszyński 5 fr.; pp. Halpertowie 100 fr.; panna Jundziłł 10 fr.; pan Kone 50 fr.; pan Kotowski 10 fr.; pan Królik 50 fr.; panna Krzyżanowska 5 fr.; pan Limosik 40 fr.; pan Lowenfeld 30 fr.; pani Lowenfeld 100 fr.; pani Oppenheim 10 fr.; pani hr. Orłowska 200 fr.; pani Poniatowska 100 fr.; pani Rousset 5 fr.; pan Sterling 100 fr.; pani bar. Taubowa 100 fr.; Uczniowie Szkoły normalnej w Lyonie 20 fr.; pan Wydzga 20 fr.; pan Wenge 10 fr.; pani posłowa Zamoyska 200 fr.; pani hr. Zyberg-Plater 100 fr.; pani hr. Potocka 50 fr.; za bilety wstępu na salę zebrano 250 fr. Razem, dochodu w gotówce było **1.670 fr.**

Dary w naturze, jako to lalki, bieliznę dla dziatwy, ubranka, trykoty, zabawki, książki, przedmioty do ubrania choinki złożyli nadto pp.: posłowa Zamoyska, panna Mickiewiczówna, panie Ziemińska, Gietlichowa, Barret-Spalikowska, Łazarska, Bohomolec, bar. Taubowa i Skwierczyńska.

Wydatki były następujące: Choinka i ubranie jej kosztowało 60 fr. 50 cent.; Różne 29 fr. 90 cent.; Materjał na ubranka dla dziatwy 430 fr. 70 cent.; Perkal dla dziatwy 199 fr.; Druk zaproszeń i koperty 75 fr.; Pannie Eynos za naukę śpiewu 50 fr.; Marki 14 fr. 50 cent.; Za wynajęcie sali i usługę 190 fr.; Koszt żywych obrazów 32 fr.; Marki pocztowe i opaski 37 fr. 30 cent.; Razem wydatkowano 1.418 fr. 90 cent. Przekazano Towarzystwu imienia Klauddji Potockiej 200 fr. Czyli ogółem wydano **1.318 fr. 90 cent.**

Dochód czysty, przelany do kasy « Sokoła », wyniósł **351 fr 10 cent.**

Zarząd « Sokoła » składa niniejszem serdeczne podziękowanie pani posłowej Zamoyskiej, jako prezesowej honorowej, wszystkim Paniom i Panom, którzy pośpieszyli z pomocą i ofiarami a zwłaszcza pp. Orłowskiej z córkami i pannom Sterling.

Równocześnie Zarząd zawiadamia, że, w miesiącu marcu, zostanie otwarty na nowo Ogródek na zebrania czwartkowe dla dziatwy oraz, że « Sokół » paryski organizuje oddział dorosłej młodzieży i panien « Sokolic ».

Zgłoszenia dziatwy polskiej oraz młodzieży do « Sokoła » uprasza się nadsyłać pod adresem prezesa « Sokoła » paryskiego, p. A. Szawklisa, 15, rue de l'Arc-de-Triomphe.

Równocześnie otrzymaliśmy Sprawozdanie z « GWIAZDKI », urządzonej przez Komitet pań, pod przewodnictwem p. hr. Marji Zamoyskiej, dla żołnierzy polskich we Francji. Sprawozdanie to brzmi, jak następuje:

Zebrano tytułem datków na ten cel: Od Zarządu Polskiego Czerwonego Krzyża 1.000 fr.; — Od sztabu gener. Rozwadowskiego 100 fr.; — od prezesowej Związku Polek w Ameryce 150 fr.; — od członków Legacji polskiej w Paryżu 420 fr.; — od członków polskiej Delegacji kongresowej 425 fr.; — od oficerów polskiej Misji zakupów 70 fr.; — od członków Konsulatu polskiego w Paryżu 280 fr.; — datkami osobistymi złożono 4.745 fr.; — razem zebrano **7 190 fr.**

Wydatkowano: Na bieliznę ciepłą dla żołnierzy 6.225 fr.; — na zakupno podarunków 408 fr.; — na urządzenie obchodu 456 fr.; — na pokrycie drobnych wydatków 82 fr. Razem wydano **7 171 fr.**

Pozostało w gotówce 19 fr. W dniu 26 grudnia, urządzono w gmachu Delegacji poczęstunek, ofiarowany przez p. Karola Halperta dla 190 żołnierzy, będących jeszcze w Paryżu oraz drzewko z przedstawieniem i rozdaniem podarunków.

Oprócz tego, rozesłano do 12 obozów polskich i 22 szpitali we Francji paczki z podarunkami dla **2.510 żołnierzy.**

CIEKAWA HISTORIA STREJKU

Cała prasa polska podaje szczegóły strejku pracowników kinematograficznych w Warszawie, strejku, prowadzonego, jak wykryto, przez niemieckie firmy kinematograficzne...

« Niedawno utworzony « Polski Związek przemysłowców filmowych w Warszawie », na samym progu swoich czynności, natrafił na wrogie zachowanie się pokrewnych przedsiębiorstw niemieckich. Istnieją w Warszawie cztery ekspozytury fabryk filmów niemieckich, a mianowicie: « Ufa », reprezentowana przez firmy « Varsovia » i « Slinks », « Sacha Film », reprezentowana przez firmę « Petef » i « Deutsche Bioskop » przy firmie « Lux ». Wycofały się one z « Polskiego Związku przemysłowców filmowych », ogłosiły wojnę kapitału niemieckiego przeciw wątlym poczynaniom polskiego Związku, jak również i polskiego kapitału. W tym celu wywołano konflikt między « Polskim Związkiem przemysłowców filmowych » a « Związkiem pracowników kinematograficznych », obalamo ich i zmuszono mechaników kino-teatrów do niepuszczania na aparatach obrazów, nie pochodzących od nich, czyli, że filmy « Polskiego Związku przemysłowców filmowych » nie mają prawa obywatelstwa w stolicy polskiej, w Warszawie.

« Sam konflikt ze Związkiem pracowników kinematograficznych tak się przedstawia: Związek ten rozesłał do wszystkich wypożyczalni filmów « umowę zbiorową » do akceptacji. Otóż członkowie « Polskiego Związku przemysłowców filmowych » jednomyślnie przyjęli wszystkie warunki ekonomiczne, godząc się z tem, że czasy obecne wymagają bezwarunkowo większych płac, lecz nie mogli się zgodzić na warunki, krępujące swobodę działania jednostek, oraz właścicieli firm.

« Moment ten potrafiły wyzyskać firmy niemieckie w osobach swych przedstawicieli, którzy umieli wpłynąć na inne firmy, aby przystąpiły

do « bloku przeciw polskiemu Związkowi przemysłowców filmowych », i aby przyjęły jednocześnie wszystkie warunki umowy zbiorowej Związku pracowników kinematograficznych i tym sposobem wytworzyły ostry konflikt.

« Związek prac. kinem. wysłał swoich emisariuszów do kinoteatrów i zabronił mechanikom puszczać na aparacie obrazy, okazując jednocześnie notatkę dyrektorowi teatru, że, o ile weźmie filmy od firm, należących do bloku niemieckiego, to taki film może być puszczonej.

« Wobec teroru, inspirowanego przez firmy niemieckie, « Polski Związek przemysłowców filmowych » tworzy specjalną szkołę mechaników kinematograficznych, do której przyjmuje tylko polskich inwalidów wojskowych. »

POWROT TATY

Fejletonista Kurjera Porannego, półoficjalnego, organu Belwederu (pałac, zamieszkiwany przez Naczelnika Państwa) w ten sposób charakteryzuje nasze ministerja...

« Powrót Taty » jest jedynym może utworem, będącym syntezą działości naszych ministerjów.

Więc Ministerjum spraw zagranicznych: — « Tata nie wraca: ranki i wieczory » — i dalej — « Ha, jak się macie, co się u was dzieje? Czyście tęskniły do Patka? Mama czy zdrowa? Ciotunia? domowi? A od rodzynki w koszyku? »

Ministerjum aprowizacji. — « Aż zbójcy obkoczą dokoła. A zbójców było dwunastu. »

Ministerjum handlu. — « Ach bierzcie wozy, ach! bierzcie dostatek, tylko puszczaćcie nas zdrowo. »

Ministerjum skarbu. — « Ten już wóz wypręga, zabiera konie; a drugi « Pieniądzy » krzyczy i buława sięga; ów z mieczem wpada na sługi — i dalej — « Wtem: « Stójcie, stójcie », krzyknie nowy minister i spędza bandę precz z drogi. »

Ministerjum spraw wewnętrznych. — « Nie dziękuj, wyznam ci szczerze, pierwszybym pałkę strząsał na twój głowie. »

Ministerjum pracy. — Ten sobie mówi, ten sobie mówi... »

Ministerjum kultury. — Kupcze, jedź w miasto; ja do lasu muszę... »

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

KRONIKA

« W sprawie przesyłania pieniędzy do kraju. »

W sprawie przesyłania pieniędzy do kraju otrzymujemy setki listów, owóz wyjaśniamy raz jeszcze i podkreślamy, że szczegółowe wskazówki zamieściliśmy w numerach 3 i 4 POLONII. Wystarczy przeczytać uważnie to, co napisaliśmy, i ściśle się tego trzymać. Obocześnie zaznaczamy, że POLONIA nie może podejmować się pośrednictwa i przyjmować pieniędzy, bo POLONIA jest tylko redakcją czasopisma a nie bankiem!!!

Ponieważ bardzo nam leży na sercu, aby licznym rodakom w tej ich turbacji przyjść z pomocą, przeto uprosiliśmy p. konsula Derezińskiego, który był wyjechał do Warszawy, aby sprawę tę raz jeszcze przedstawił i tak, aby manipulacja przesyłania pieniędzy przez Bank Związku Spółek Zarobkowych nabrała jaknajwiększej sprężystości i szybkości dokonywania wypłat.

« Jak dochodzą listy do Polski. »

Komunikacja pocztowa z Polską jest równie optakana, jak i komunikacja telegraficzna. List, wysłany z Paryża dochodzi do Warszawy na

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Do nabycia w Księgarni « POLONII », 3 bis, rue La Bruyère, Paris IX^e.

- 1) Podręcznik do nauki Języka Francuskiego dla Polaków, ułożony przez Iżę Zielińską 3 50 4 »
- 2) Podręcznik do nauki Języka Polskiego dla Francuzów, metoda Batignolska... 4 50 5 »
- 3) Słownik Francusko-Polski i Polsko-Francuski, oprawne razem..... 6 » 6 50
- 4) Mapa Polski w kolorach..... 3 25 3 50
- 5) Książeczki do nabożeństwa po 4 fr. 50 i 7 fr. za sztukę.
- 6) Śpiewnik Polski z nutami..... 4 50 5 »
- 7) « Było to pod Somosierra » powieść hist. W. Gąsiorowskiego..... 3 50 3 80
- 8) « Ostatnia obrona Częstochowy », powieść hist. W. Gąsiorowskiego..... 3 50 3 80
- 9) Album Polaków w Armji Francuskiej (1914 1917)..... 6 » 6 50
- 10) Francja i Polska na przestrzeni wieków, po francusku..... 6 » 6 50
- 11) Pocztywki kolorowe (typy Wojska Polskiego we Francji) tuzin..... 2 50 2 75
- 12) Pocztywki czarne, wielki wybór, tuzin 1 50 1 75
- 13) Znaczek polski, emaljowany, z Białym Orłem..... 3 » 3 25
- 14) Szpilka do krawata, emaljowana, z Białym Orłem..... 2 50 2 75

Cyfry w drugiej rubryce oznaczają cenę z przesyłką pocztową.

siodmy, dziesiąty i dwunasty dzień w najlepszych warunkach! Wina tu nie tyle brakodpowiednich wagonów, brak pociągów, brak miejsca na pocztę do Polski i z Polski, ile nade wszystko « polska cenzura »... pocztowo-telegraficzna; mści się ona mocno przedewszystkiem na polakach we Francji przebywających. Ale i nie w tem leży zło, że cenzura, z racji wojny, trwającej w Polsce, trzeba było zaprowadzić, lecz że prowadzi się ją lekkomyślnie, bezładu i systemu... W Warszawie, na przykład, listy do Francji należy składać *otwarte*, aby się p. cenzor nie fatygował otwieraniem... Czyli list polecony, zawierający jakoweś cenne dokumenty, dowody wartościowe dla odbierającego list, nie daje żadnej gwarancji zachowania zawartości listu. We Francji, w takich razach, przyjmowano listy polecone zapieczętowane a, w razie chęci sprawdzenia prawomyślności takich listów, otwierano, jeprzysiężkach przysięgłych, odpowiedzialnych za całość zawartości pism. A następnie, i co najważniejsze, cenzorowie warszawscy wogóle są to ludzie zmęczeni, znudzeni... Sylabizują apatycznie nadsyłane listy, których stopy całe po kątach butwieją, i jako śmiecie, bywają usuwane. Żadnej podotąd staranności nie wprowadzono. Nowy minister poczty i telegrafu objawia pewną ruchliwość, może nareszcie zwróci uwagę na te stosunki z Francją i z całym zachodem Europy. Najpewniejsza komunikacja jest ciągle « ta przez grzeczność »... Oficerowie francuscy przewieźli z Polski i do Polski tysiące listów, z uszczerbkiem dla Skarbu polskiego, lecz z dobrodziejstwem dla tysięcy i tysięcy polaków!...

Posylki dwukilowe idą tylko pod opaskami. Pozatem, Rzeczpospolita nie zna jeszcze innych stosunków z zachodem Europy... I czeka cierpliwie, na to, co czesi już dawno u siebie załtwili...

Z telegramami jest jeszcze gorzej. Podotąd, do niedawna, telegramy szły przez Szwajcarię, kosztowały bardzo drogo, ale, po pięciu dniach, dochodziły... Teraz, nastąpiło « ułatwienie » : płaci się tylko 25 centimów od wyrazu, telegramy idą do Frankfurtu, tam sobie drzemają spokojnie i dochodzą *po pięciu dniach* do Polski...

Ufajmy, że minister poczty i telegrafu, nowy minister, poczyni nieodzowne kroki, aby nareszcie « zagranica » mogła z Polską korespondować... Będzie to miało wielki wpływ na walutę, na kurs polskiej marki, o czem w Warszawie zdają się wąpić panowie cenzorzy...

« Popis kompozytorski polki.

Na Ostatnim koncercie kompozytorskim w sali

BANK ZWIĄZKU SPÓLEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały : w Warszawie (1 ulica Jasna) ; w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Załatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia « Commission des Changes ».

Bliższych informacji udziela Administracja « POLONII », 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.



BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPERATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

HENRYK HUT wielki wybór wyrobów
FUTRA Kuśnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

Optique et Lunetterie Américaine — Watermans & Conklings

AMERICAN BIFOCAL C^o

18, Boulevard des Italiens, PARIS

RESTAURACJA POLSKA w Paryżu
12, RUE DE L'UNIVERSITÉ

Touche nie tylko w roli wykonawczyni, lecz przede wszystkim kompozytorki. święciła powodzenie p. Ludwika Ostrzyńska. Polska kompozytorka dała szereg utworów, technicznych świeżością polotu i nacechowanych bogactwem motywów, wybitnie polskich. Krytyka francuska niezmiernie pochlebne dla naszej rodaczki zamieściła sprawozdania.

« Koncert Wandy Landowskiej.

Znakomita pianistka nasza, odbywająca obecnie tryumfalne tournée w Hiszpanji, przybywa do Paryża, w celu wzięcia udziału w wielkich koncertach symfonicznych « Padeloup » (dnia 28 i 29 b. m.). Własny koncert artystki, z udziałem orkiestry, odbędzie się w dniu 4 marca w Sali Pleyela.

Giełda Warszawska podaje ostatnio następujący kurs pieniędzy :

Ruble carskie w pięćsetkach.	161 » — 160 50
Ruble w setkach.	158 » — 157 »
Ruble dumskie w tysiącach.	50 » — 49 »
Ruble dumskie po 250.	46 75 — 45 50
Franki francuskie.	11 70 — 11 45
» szwajcarskie.	25 » — 25 50
Funt angielskie.	554 » — 525 »
Dolary amerykańskie.	155 » — 154 »
Leje rumuńskie.	2 60
Marki niemieckie.	166 » — 169 »

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MEZKI
20, B^d Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI

Fotografie artystyczne i paszportowe

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

**WAŻNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE
W PARYŻU**

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber
Telefon : Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Elysée
19 86; 19 87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-74.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy.
Telef. Louvre 11-86. Paspporty wydaje od 9-12 i
od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de
Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biurow Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od
do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans,
od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La
Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon : Trudaine 61-42.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.